Opinion publique dans les rapports préfectoraux

d'août 1941 à mai 1944

(préfet Grimaud)

août 1941

Compte tenu de l'apathie avec laquelle la population de mon département suit en général le déroulement des événements mondiaux et manifeste ses sentiments sur la politique du gouvernement, l'opinion publique a été, dans l'ensemble, très satisfaite par l'important discours prononcé par M. le Maréchal Pétain le 12 août

septembre 1941

L'occupation, bien que moins nombreuse, continue de peser moralement assez lourdement.

(…)

Dans l'ensemble l'opinion publique reste apathique et attentiste. Elle est peu perméable..

(…)

Les mesures prises contre les juifs sont toujours favorablement accueillies…

(…)

Les exécutions d'otages qui ont eu lieu à Paris par les autorités allemandes (…) donnent au public une impression d'insécurité qui détermine un certain malaise.

octobre 1941

L'attitude générale de la population reste passive et dans une position d'attente Cependant les répercussions locales des attentats de Nantes et de Bordeaux entraînant un redoublement de sévérité de la part des Autorités Occupantes font trouver plus lourdes que jamais les charges de l'occupation…

(…)

…L'opinion publique dans son immense majorité confond dans une même réprobation les attentats de Nantes et de Bordeaux et les exécutions d'otages décidées en représailles par les Autorités allemandes…

(…)

…l’opinion est à peu près unanime à se réjouir de la destruction de la puissance soviétique…

(…)

Il semble aussi qu’une certaine désaffection commence à se manifester à l’égard de l’Angleterre…

novembre 1941

L’attitude générale de la population reste passive et dans une position d'attente qui paraît s’être accentuée même à la nouvelle de l’offensive anglaise déclenchée en Lybie…

(…)

…La tension qui s’était manifestée dans les rapports avec les Autorités Occupantes au cours du mois dernier (…) s’est ntablement atténuée…

(…)

Le décret récemment pris comportant déchéance des parlementaires juifs a été accueilli avec faveur…

préfet Bussière

décembre 1941

(*à propos de « la charge impatiemment supportée » de l’occupation*) : « il n’en subsiste pas moins un malaise qui, pour ne pas se manifester bruyamment, est cependant profond…

(…)

Dans le Loir-et-Cher comme dans mon précédent département l'opinion me paraît extrêmement germanophobe.

(…)

Le message récent du Maréchal, Chef de l’Etat, a (…) trouvé un écho profond dans la masse populaire

janvier 1942

(*l'opinion publique*) admettrait difficilement toute mesure précisant une collaboration qui lui semble impossible dans la situation actuelle de vassalité où le pays est tenu.

février 1942

La collaboration, ramenée au niveau des difficultés et des soucis quotidiens compte de moins en moins de partisans. La cause de l’Angleterre également. (…) Beaucoup s’accrochent à un espoir lointain en ce qui concerne l’Amérique et à un espoir plus

proche en ce qui concerne la Russie. (…) la note dominante est plus que jamais une germanophobie passive.

(…)

Les incidents de Tours (…) ont accru encore si possible (..) la répulsion populaire vis-à-vis de tout ce qui est Allemand.

(…)

En résumé, on n'aime pas les Allemands, on exprime de moins en moins ses espoirs ou ses tendances et on s'occupe âprement du ravitaillement.

mars 1942

La vie a continué dans le Loir-et-Cher au cours du mois de mars.

(…)

(…) le prestige du Maréchal Pétain se renforce et s'affirme chez ceux qui se montraient jusqu'alors les plus réticents.

Tout se passe comme si l'union de la grande majorité des Français se cristallisait automatiquement et sans arrière-pensée autour du Maréchal chaque fois que l'on croit comprendre qu'il a résisté à des suggestions que l'on suppose d'inspiration allemande.

Il faut voir là la manifestation d'un patriotisme qui ne sait prendre encore conscience de lui-même qu'en ce qu'il a de germanophobe.

(…)

(agriculture) …les producteurs n'ont pas toujours conscience du rôle qu'ils jouent dans les circonstances actuelles et ils font souvent preuve d'un égoïsme qui ne peut plus être toléré

Avril 1942

…Les représailles déjà exercées par les Allemands à la suite du meurtre commis à Romorantin et celles qui sont pressenties ont considérablement ému la population.

(…)

En résumé, la tendance paraît s'orienter vers une position d'expectative en ce qui concerne le gouvernement ; vers une impatience de plus en plus manifeste et une hostilité de plus en plus apparente vis-à-vis de l'occupation et de l'occupant ; vers une croyance de moins en moins solide dans la victoire de l'Allemagne.

mai 1942

Comme les mois précédents le département de Loir-et-Cher est resté calme. La population n'en a pas moins souffert moralement et matériellement

(…)

Les partisans du régime républicain qui forment en Loir-et-Cher une importante majorité et qui éprouvaient jusqu'à ces derniers temps l'impression de se sentir suspectés créent chaque jour davantage un courant de très nette sympathie à l'égard du gouvernement de Monsieur Pierre Laval qu'ils estiment susceptible de conserver au pays un minimum de libertés

(…)

Il faut constater que les agissements des Anglo-Américains (bombardement de la zone occupée, rapt de nos colonies ne soulèvent aucune indignation et trouvent même de nombreux défenseurs.

(…)

La croyance dans l'échec des visées du Reich et de l'axe s'ancre de plus en plus profondément dans l'esprit de la population…

(…)

À noter enfin l'imperméabilité absolue des esprits à toutes les propagandes, qui sont considérées à priori comme d'inspiration allemande.

juin juillet 1942

le département de Loir-et-Cher a continué son existence calme en apparence et surtout extrêmement laborieuse

(…)

le souhait formulé par lui *(note : Pierre Laval)* au sujet d'une victoire de l'Allemagne a touché toutes les classes de la société au plus profond de leur sensibilité patriotique. Et l'on doit constater que ce souhait n'a rencontré aucun écho

(…)

Quant aux arrestations de juifs qui ont eu lieu dans toute la zone occupée et plus particulièrement à Paris, elles ont soulevé la réprobation et l'indignation générale. Certes les juifs ne bénéficient d'aucune réelle sympathie. Mais les procédés employés à leur égard sont jugés inhumains et inacceptables. Ils ont provoqué indiscutablement une nouvelle vague de haine profonde contre l'occupant, contre laquelle il s'avère difficile de lutter.

(…) on reste persuadé que l'entreprise Hitlérienne est trop gigantesque pour réussir.

(…)

(…) on suit avec intérêt « l'expérience Laval » sans abandonner pour autant l'espoir d'une catastrophe chez les puissances de l'Axe.

(…)

Les relations avec les Autorités d'Occupation, Feldkommandantur locale et Sicherheitspolizei sont parfaitement courtoises.
La population supporte pourtant chaque jour plus difficilement la présence allemande.

Août septembre 1942

Le département de Loir-et-Cher continue de faire preuve dans les circonstances actuelles d'un état d'esprit parfaitement calme.

(…)

La présence de près de 100 000 parisiens dans les communes rurales au cours des vacances a cependant apporté un trouble réel sur le marché. Les prix se sont trouvés haussés par des offres exagérées, et trop de denrées alimentaires se sont trouvées orientées vers des destinations irrégulières.

(…)

À noter jusqu'à présent le refus presque général de signer les contrats qui leur (*note : les ouvriers*) sont présentés et l'augmentation massive des enrôlements dans l'armée d'armistice.

(…)

…mon département reste irréductiblement hostile aux tentatives d'embrigadement et aux sollicitations des partis politiques (*note : partis collaborationnistes :RNP, PPF, MSR, …*)

Octobre-novembre 1942

Jean Gervais (directeur de cabinet - Bussière parti à Orléans)

À l'annonce de la nouvelle du débarquement en Afrique du Nord, c'est une impression de détente et de soulagement que l'on pouvait déceler sur la figure même de la majorité des gens, qui voyaient dans cette opération un pas décisif vers la fin du conflit telle qu'il la souhaite ardemment à bref délai.

(…)

Ainsi, à une période d'euphorie, provoquée par la perspective d'une issue rapide du conflit actuel, a succédé une période de lassitude et d'angoisse. Cependant, malgré la lourdeur d'heure traversée, accrue encore par la venue prématurée de l'hiver, l'opinion publique demeure calme.

(*Les relations avec les autorités d'occupation*) demeurent ce qu'elles étaient les mois précédents : courtoises et même faciles. L'observation que je faisais dans mon dernier rapport est toujours valable : il semble que les Feldkommandanturen ne disposent d'aucun pouvoir de décision réel.

préfet : Aucourt

Décembre 1942–janvier 1943

Tous ces événements (*note : progression des troupes soviétiques, perte de son empire par l'Italie, mobilisation des « forces vives » en Allemagne*) (…) ne sont pas de nature à marquer un rapprochement dans la politique de collaboration…

(…)

L'opinion publique est restée indifférente devant le meurtre de l'amiral Darlan qui ne jouissait d'aucun crédit dans le département, et cela n'a fait que creuser davantage le fossé qui existe entre les populations civiles et tout ce qui peut représenter les éléments militaires.

(…)

La personnalité du Maréchal, chef de l'État, reste incontestée. Celle du chef du gouvernement, si elle ne bénéficie pas de la même popularité, est cependant, à l'heure actuelle, à l'abri des critiques tant on est persuadé que le Président Laval reste le dernier chef du gouvernement français susceptible de défendre en face des Allemands les intérêts spécifiquement français.

(…)

Ma prise de contact (*note : avec les Autorités d'Occupation*) s'est effectuée dans de bonnes conditions : les rapports sont personnellement corrects, parfois même courtois.

Février– mars 1943

Les grands courants d'opinion qui le traversent (*note : le département*) sont ancrés depuis trop de temps, les faits actuels sont aussi trop immédiats pour que la population, rurale en majorité, ait pu dégager de ces deux mois de nouvelles lignes de conduite, de conduite politique en particulier. Toutefois, elle ne fait plus un grief direct au gouvernement des mesures prises, elle semble se rendre compte au contraire de l'effort fait par celui-ci pour réduire, au minimum, les conséquences de ces mesures tant dans le domaine du travail et de la main-d'œuvre que dans le domaine économique.

(…)

En résumé, la population subit avec une passivité résignée les épreuves qui lui sont imposées, en rend responsable l'occupant, reste toujours attentive aux nouvelles que lui donnent les radios étrangères, s'émeut lorsqu'une avance brusque des Russes menace de briser le front de l'axe, se réjouit lorsque les succès des alliés sont annoncés en Tunisie, souhaite un débarquement qui la délivrerait de l'occupant et, devant ces alternatives d'espoir et de déception, se préoccupe peu de la politique intérieure, persuadée que tout ce qui se fait est provisoire et que de nouvelles réformes profondes interviendront après la guerre.

(…)

(…) les pensées premières, immédiates, sont axées sur le départ de l'occupant, l'étendue des malheurs qui frappent ses armées, l'imminence de revers plus grands encore et l'espoir du débarquement prochain des Alliés.

(…)

En résumé, tous les yeux, tous les espoirs pour le moment convergent en Tunisie où les opérations, pense-t-on, ne peuvent être que préliminaires du débarquement en Europe.

(…)

Elles (*Les relations avec les autorités d'occupation*) ne se sont pas départies malgré les changements de Feldkommandant et de Chef du Service de la Sûreté allemande, d'une correction dans les rapports et d'une compréhension réciproque satisfaisantes.

Avril mai 1943

Pour tous, la guerre doit finir rapidement, avec un débarquement imminent des Alliés suivi du départ des occupants : d'où cette résistance passive à toutes les mesures édictées par le gouvernement, surtout pour les opérations de Relève.

(…)

La découverte de la forêt de Katyn pas plus que la dissolution du Komintern n'ont eu de l'influence sur l'état de l'opinion qui ne veut pas croire au danger communiste ; pour le moment, les communistes apparaissent aux yeux de la majorité comme les vrais nationaux voulant la libération du territoire et s'opposant aux exigences de l'occupant, cette majorité ne veut pas voir plus loin, persuadée qu'elle est que le communisme ne peut pas constituer un danger dans ce pays où, en période normale, on restera malgré tout très individualiste, très égoïste et attaché à des traditions qui s'opposent à une pareille idéologie.

(…)

(…) malgré la lourdeur des heures traversées, l'opinion publique demeure calme, attentive aux moindres événements, soucieuse de ne créer aucun désordre et aucune agitation (…)

(…)

(*Les relations avec les autorités d'occupation*) toujours empreintes de courtoisie, j'ai dû cependant, lors de l'examen des questions soulevées par la Relève, protester contre le nombre d'exemptions que les Autorités allemandes accordent malgré nos injonctions et sans nous en aviser, ce qui fausse tous nos calculs.

Juin–juillet 1943

L’opinion publique reste entièrement opposée à tout départ en Allemagne, désapprouve toutes les mesures prescrites relatives aux opérations de relève, tient en suspicion les services de police et de gendarmerie qui ne font qu'exécuter quand ils le peuvent les consignes reçues, et d'une façon générale se réjouit de la résistance qui est opposée à tout ce qui paraît de nature à aider l'autorité occupante.

(…)

L'opinion ne paraît pas s'être intéressée particulièrement aux travaux de cette assemblée (*note : le « conseil départemental »*) parce qu'elle reste persuadée que la période présente est essentiellement transitoire, et toutes mesures de politique générale intérieure se heurtent à un refus d'examen de sa part.

(…)

Ignorante -volontairement ignorante- la foule peut être aussi ingrate demain qu’elle est éprise aujourd’hui (*note : des forces alliées*)

(…)

La démission de M. Mussolini n’a pas provoqué de réaction dans les milieux politiques de ce département qui est toujours resté très opposé à toute idée de régime autoritaire et fasciste. L’opinion (…) se réjouit de cette démission…

Août-septembre 1943

Les événements extérieurs (…) ont seulement augmenté (…) les forces d’inertie et de résistance aux directives qu’on croit avoir été données sur l’ordre des autorités d’occupation…

(…)

L’opinion publique attend encore le débarquement : Vichy en est certainement au courant dit-on, puisque la rentrée des classes vient d’être reculée jusqu’à la date limite ou puisse surgir l’opération tant attendue !...

(…)

L’occupation progressive des écoles aurait même ajouté l'arrêt de l'enseignement si, par démarches conjointes auprès du ministre de la santé et des autorités occupantes, la concentration des troupes occupantes dans l'hôpital psychiatrique de Blois –qui a dû disparaître en tant qu'établissement– n'avait pu être réalisée à temps.

J'ai pu voir un très grand nombre de maires convoqués à mon bureau : j'ai dû, pour la plupart, les réconforter et les encourager à continuer leur tâche tant ils sont las de voir leur impuissance vis-à-vis des administrés. Ceux-ci en effet les écoutent de moins en moins et les accusent souvent de trahison, leur rôle consistant surtout, pour le moment, à faire subir des impositions et à menacer de sanctions, d'amendes, etc., etc.…

(…)

L’arrivée de 30 000 hommes de troupe motorisée a (…) poussé à l’aigu le délicat problème du logement des Troupes d’Occupation (…) il a été possible de remarquer aussitôt une recrudescence très nette des larcins et des vols, voire même des attentats sur des personnes…

(…)

La défiance dont font preuve (…) les services de Police allemande à l’égard des services français s’est manifestée par quelques incidents (…)

(…)

Mes rapports avec les Autorités Allemandes, militaires Administratrice et de Police (…) sont empreints de la plus grande correction (…)

Octobre-novembre 1943

Il s'avère que la police d'État, malgré les soins et les précautions avec lesquels elle a été étudiée, contient de nombreux éléments qui ne semblent pas avoir l'intention de se sacrifier pour rétablir l'ordre s'il venait à être éventuellement compromis.

(…)

Tel quel, le recrutement semble actuellement tari. Devant la modicité des traitements, devant l'aggravation des risques, devant l'impopularité (…), on enregistre depuis deux mois des démissions croissantes, aussi bien dans le cadre des gardiens de la paix que dans celui des brigadiers.

(…)

Mes rapports avec la Feldkommandantur ont été marqués par le départ de l’ancien Feldkommandant Hiepe, avec lequel j’avais jusqu’à ce jour entretenu des relations courtoises.

(…)

Je n’ai pas manqué de faire remarquer aux services allemands que les auteurs des deux seuls attentats terroristes qui avaient eu lieu à main armée dans le département ont été arrêtés par les soins de la police française et cela pour mettre au point les critiques qu’ils ne ménagent généralement pas à l’égard de nos services.

Décembre 1943-janvier 1944

Une grande inquiétude, nuancée de grands espoirs, est le signe sur lequel vivent actuellement les habitants de mon département.

(…)

Avance russe, recrudescence du terrorisme avec l'assurance d'une répression énergique, remaniement ministériel, institution de cours martiales, recensement de la classe 1944, éventualité d'un débarquement pour lequel les autorités d'occupation prennent des mesures apparentes qui fait craindre aux uns le pire et donne aux autres l'espoir d'une libération, sont autant de causes à un malaise général, mêlé d'angoisse, où les opinions de chacun, quoique divergentes, appellent de leurs vœux unanimes une solution entière et définitive si dure et si douloureuse soit-elle.

(…)

La qualité de nos rapports (*note : avec les autorités allemandes*) ne s'est pas modifiée et me permet d'atténuer au maximum les conséquences des décisions des Autorités d'occupation qui nous sont préjudiciables.

Février-mars 1944

À vrai dire, l'ardeur avec laquelle on désirait cet événement militaire (*note : débarquement et deuxième front*) semble de jour en jour s'estomper. L'idée du débarquement semble de plus en plus faire place à celle d'un compromis qui, en nous épargnant la dévastation du territoire, nous assurerait la possibilité d'une restauration rapide au milieu de grandes puissances dont aucune, du fait même de l'accord, n'aurait une hégémonie particulière.

(…)

Le désir de ce compromis est cependant lié dans l'opinion publique à l'idée de la libération du territoire par l'armée occupante dont la présence est mal supportée par les habitants.

Avril-mai 1944

Elle (note : *l'opinion publique*) réprouve sans réserve les bombardements qu'a fait subir l'aviation alliée aux villes françaises, mais le départ des troupes d'occupations demeure au premier plan de ses aspirations.

(…)

La population a été surprise par la position très nette prise par le chef de l'État en faveur de la collaboration à l'occasion de son dernier message où il envisageait l'éventualité d'un débarquement sur le territoire français.

(…)

En résumé, la population vit sous le signe de la plus grande inquiétude. Elle s'attendait à ce que des opérations militaires succèdent instantanément au bombardement intensif des villes françaises. Cette éventualité ne s'étant pas produite, une incertitude mêlée d'angoisse et un malaise général règnent dans tous les esprits